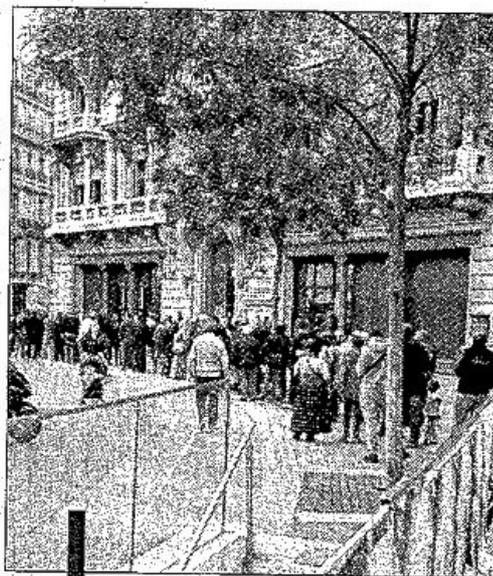


L'affluence "explose" aux centres des impôts

Une "vraie souffrance", de part et d'autre du guichet. Au centre des impôts de Sadi-Carnot (2^e), des files d'attente interminables se forment depuis une semaine. Plus de 1000 personnes se pressent ici chaque jour, leur dossier sous le bras, contre 400 en temps normal. Venus parfois de loin (le site gère les 2^e, 3^e, mais aussi 14^e, 15^e et 16^e arrondissements), les contribuables peuvent attendre "une, deux, trois heures" avant d'être reçus par un agent et soumettre leur demande d'échelonnement du paiement de leur taxe d'habitation, voire de remise gracieuse. "C'est une honte, souffle Philippe Laget, à la CGT Finances publiques: *Ils sont comme du bétail. L'agent d'accueil a deux minutes à consacrer à chacun.*"

La volte-face du gouvernement sur l'exonération de l'impôt local pour les veuves les plus modestes a été "une véritable catastrophe", décrit encore le syndicaliste. *Ça s'est décidé en un week-end, on n'avait même pas tous eu l'info. Des contribuables qui me connaissent m'appelaient carrément chez moi, ils étaient perdus.* "Submergés, les centres "à flux tendus", sont au bord de la rupture. "Nombre d'agents de l'accueil sont sous anxiolytiques ou anti-dépresseurs, il y a des arrêts maladie, des burn out."

C'est qu'en face, la demande "explose" littéralement. Secrétaire départemental de la CGT Chômeurs, Emmanuel Roux en témoigne aussi: mardi, il viendra déposer à Sadi-Carnot une



Hier, devant le centre des impôts de Sadi-Carnot. Il faut parfois attendre 3h pour voir un agent. / PH. S.M.A.

cinquantaine de dossiers de contribuables modestes, pris à la gorge par le paiement de leur taxe d'habitation. "Un impôt injuste, puisqu'il vous frappe sans critère de revenus", dénonce le jeune homme. Dans son syndicat, pressé de demandes par des Marseillais, on a imaginé cette année une analyse nouvelle de la situation. "On a demandé aux gens de remplir un questionnaire, dans lequel ils notent leurs charges fixes, leurs impôts: à la fin, on regarde ce que j'appelle le reste à vivre. Pour beaucoup de gens, il est de 10, 20€ à la fin du mois." Familles, retraités, étudiants, "tout le monde est concerné par cette précarité grandissante". Lundi, de 9h30 à 17h30, la CGT Chômeurs accueillera au 55, rue Saint-Ferréol les contribuables qui souhaitent joindre leur dossier à ceux déjà réunis.

Delphine TANGUY